

nistes, plus tôt nous pourrions adapter nos politiques fiscales et monétaires de façon à donner un nouvel élan à l'activité économique et à l'emploi au Canada.

Le comité parlementaire proposé aurait, je crois, un rôle important à jouer, non seulement pour aider à l'exécution du programme actuel de la Commission, mais aussi pour nous aider et aider la Commission à élargir ce programme et à le rendre plus efficace.

M. W. M. Howe (Wellington-Grey): Monsieur l'Orateur, nous avons tous écouté avec grand intérêt les propos qu'a tenus le ministre en présentant cette résolution. Nous finirons peut-être par y voir des paroles de l'évangile selon M. Basford. Je n'arrive pas à comprendre les sermons qu'il adresse au mouvement ouvrier du Canada, à qui il reproche énergiquement de ne pas avoir approuvé quelques-unes des propositions présentées par son gouvernement et par la Commission des prix et des revenus.

• (3.30 p.m.)

En outre, nous commençons à en avoir assez de ces parallèles avec l'étranger lorsqu'il s'agit de problèmes économiques et de tendances inflationnistes. Notre grand pays n'est guère comparable aux pays étrangers quant à la superficie, aux ressources, à la population et aux problèmes. Ces comparaisons pèchent donc par la base. Les États-Unis, par exemple, ont une population dix fois plus nombreuse que la nôtre et si l'inflation y est plus grande que chez nous, c'est qu'ils sont plus peuplés.

On présente sans se lasser à la Chambre des mesures de caractère économique. Lors de la création, il y a quelque temps, du portefeuille confié au ministre, on y voyait le remède anti-inflation par excellence. Grâce à lui, on allait mâter ces vilains hommes d'affaires qui faisaient monter les prix; grâce à lui, on ramènerait à la raison les syndicats ouvriers et on mettrait fin à leurs exigences salariales. Nous nous gargarisions de ces termes vagues: «stabilité des prix». A ma connaissance, il n'y a jamais eu de période de stabilité des prix au pays. Il y a toujours eu des fluctuations à la hausse ou à la baisse, mais les hausses se produisent parfois plus rapidement qu'elles ne le devraient. Ceux qui sont à blâmer sous ce rapport renvoient parfois la balle au voisin, en disant que les mesures mises en œuvre par le gouvernement n'ont eu aucun effet sur l'inflation ni sur le coût de la vie, n'ont pas fait diminuer le chômage ni les taux d'intérêt. Beaucoup de secteurs de l'économie accusent le pourcentage le plus considérable qu'on ait enregistré depuis des années.

Pour revenir aux comités et aux gens qui s'occupent de régler ce problème, j'ai lu non sans intérêt dans le *Telegram* du mardi 28 avril un article de Dennis Braithwaite. Il y a beaucoup de vrai, selon moi, dans ce qu'il dit. L'article s'intitule: «Asking too many fool questions» et voici ce qu'on y dit:

Il est possible d'échouer parce qu'on connaît une question trop bien, et c'est ce qui nous arrive à nous Canadiens.

Si nous étions un peu moins au courant de ce qui se passe, nous pourrions peut-être éprouver quelque chose pour notre pays. Mais tous les aspects de la vie canadienne ont tellement été approfondis par les commissions royales d'enquête, les comités parlementaires, les groupes d'étude, par perception extra-sensorielle et le oui-ja de ma grand-mère que nos esprits sont encombrés d'une telle quantité de données non digérées qu'elles étoufferaient un ordinateur.

Il en résulte une angoisse chronique, des soupçons entre les régions et une névrose nationale. Même si nous devions continuer de parler de nos problèmes pendant encore 100 ans, ce qui semble fort probable, nous ne parviendrons pas à régurgiter toutes les demi-vérités, les mythes, les statistiques erronées et les renseignements tout simplement inexacts qui sont fixés dans notre conscience collective. Et, entre-temps, tout ce bavardage et cette inquiétude nous empêchent d'accomplir quoi que ce soit ou même de nous donner du bon temps.

J'aimerais aussi commenter l'un des derniers alinéas de l'article, car il pourrait s'appliquer au nouveau comité:

Bien entendu, les commissions d'enquête royale vont bientôt disparaître, elles coûtent trop cher; les comités parlementaires, surtout ceux du Sénat, sont en vogue aujourd'hui. Évidemment, les sénateurs se tiennent occupés à faire enquête sur tout, de la pauvreté au déclin du burlesque, pour étouffer tout ce qu'on dit à propos du Sénat, qu'il est inutile et devrait être aboli.

Je ne dirai rien de la dernière partie de l'éditorial car ces messieurs vont faire partie du comité chargé d'aider le gouvernement à voir ce qui cloche dans l'économie. Je le répète, les organismes prolifèrent dans ce domaine. Par exemple, il y a le ministère du ministre qui compte plus de 600 employés. Également cette année, nous avons établi un organisme de normes qui, suivant un communiqué du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), est chargé de protéger les acheteurs et d'offrir de l'aide aux fabricants; on dit que c'est le principal avantage d'un conseil national des normes.

L'hon. M. Basford: Mais l'opposition officielle retarde l'adoption de la mesure par la Chambre.

M. Howe: C'est encore un autre organisme qui est censé accomplir beaucoup pour le pays, ce que devait faire le ministère du